communauté des entreprises à mission

Plaidoyer pour la société à mission
5 combats pour changer la société

La Communauté des entreprises à mission porte cinq propositions pour faire de la société à mission un véritable levier de transformation économique, sociale et politique. Cinq choix portés par des dirigeants, des chercheurs et des personnalités engagées pour faire évoluer les pratiques, les politiques publiques et les cadres qui entourent l'entreprise à mission.

1

Généraliser la formation pour que les dirigeants d'aujourd'hui et de demain maîtrisent la société à mission

Nous demandons que l'Etat soutienne la généralisation de l'enseignement de la société à mission dans les lieux où se forment les décideurs : dans les lycées, dans l'enseignement supérieur (à Sciences Po, dans les écoles de commerce, dans les écoles d'ingénieurs, dans les facultés, à l'Institut national du service public, à l'Ecole de la Magistrature) et dans la formation continue des cadres et dirigeants publics.

Mobiliser la puissance économique de l'État pour accélérer la transformation des entreprises

2

Nous demandons que

- Les aides, financements et participations publics puissent davantage encourager les entreprises à adopter une démarche de mission.
- La qualité de société à mission soit explicitement reconnue dans la commande publique, au-delà d'un critère RSE générique.

3

Faire évoluer la loi PACTE pour changer d'échelle

Nous demandons que

- Soit créée une voie d'accès à la qualité de société à mission pour les plus petites entreprises à travers un dispositif simplifié de vérification.
- En ce qui concerne les vérifications OTI, quand des objectifs ne sont pas respectés, l'entreprise se voit accorder un délai pour prendre des mesures correctives, d'ici au cycle d'audit suivant.
- L'accès à la qualité de société à mission soit élargi à certaines formes de sociétés non encore couvertes par la loi PACTE (EPIC, sociétés civiles professionnelles, GFA, GAEC, GIE…).

Mettre la mission au cœur de la coopération entre les territoires et les entreprises

4

Nous demandons que les collectivités territoriales (régions, intercommunalités...) disposent de davantage de capacités pour impulser leurs propres dynamiques autour de la mission, puissent favoriser les coopérations entre entreprises, collectivités et acteurs locaux en lien avec chaque filière, et puissent mobiliser ces acteurs autour des enjeux sociaux et environnementaux spécifiques à leurs territoires.

5

Faire de la société à mission la référence de l'entreprise européenne

Nous demandons que les institutions européennes créent un modèle de référence commun pour les entreprises à mission, fondé sur quelques principes partagés et suffisamment souple pour être intégré dans les droits nationaux. C'est le projet LIFE (Legal Impact Framework for Enterprise).

Pour en savoir plus, contactez la direction de la communication et du plaidoyer
de la Communauté des entreprises à mission : caroline.richard@entreprisesamission.org